

**Les chauffeurs Antonutti Delmas,  
sous-traitants de Geodis et PSA, s'adressent à vous**

Le 23 01 2015

## **Non aux 66 licenciements secs !**

En grève depuis le 14 janvier contre la menace de 66 licenciements secs imminents au minimum légal, nous n'avons pas d'autre choix que de continuer pour obtenir de notre patron qu'il respecte ses engagements : 35 000 euros net et 1 000 euros net par année d'ancienneté à tous les licenciés.

Tous les jours nous sommes venus, soit devant l'usine PSA de Poissy, soit devant d'autres entreprises, pour arracher une table ronde PSA, Geodis, Antonutti et Etat.

Nous demandons l'aide de l'Etat car n'avons plus aucune confiance en notre patron.

### **Pourquoi PSA et Geodis ? Parce qu'ils sont coresponsables !**

PSA procède avec nous comme avec vous. Principal donneur d'ordres, PSA est totalement responsable de notre situation, de même que des attaques en cours ou en préparation dans le reste de la sous-traitance.

Quant à Geodis, il a cassé son contrat avec Antonutti (ce qui est illégal pour motif de grève, un cas de « force majeure ») et a repris brutalement le marché de la livraison des pièces à PSA, sans nous reprendre nous, chauffeurs, comme la loi l'y oblige pourtant.

### **Alertées dès le 6 janvier, les autorités font la sourde oreille. L'inspection du travail a attendu le 15, lendemain de la grève, pour organiser en catastrophe une réunion.**

Celle-ci n'a rien donné de sérieux.

L'inspecteur du travail est peu intervenu

Les représentants du préfet n'avaient aucune marge de manœuvre

Geodis a fait le geste d'envoyer un représentant mais pas PSA.

Et, depuis, les autorités envoient la police nous évacuer systématiquement.

### **Mais notre détermination est intacte !**

Notre patron est un manipulateur. Il a fait racheter son domicile officiel, une maison de famille en Provence, par une de ses entreprises, pourtant en difficultés, à Argenteuil.

C'est un super-expert des liquidations judiciaires, transferts d'argent d'une de ses sociétés à l'autre... Le tout au bénéfice d'une entreprise sans salariés planquée au Luxembourg.

Cette fois, il prépare la liquidation d'Antonutti pour laisser l'ardoise des dettes et des licenciements à la collectivité.

Mais il veut en racheter certains morceaux. Ces deux sociétés, celle qui rachète et celle qui est rachetée en partie, ont le même administrateur judiciaire... c'est plus pratique pour fixer un prix d'ami. En tout cas il évalue Antonutti à 50 000 euros, alors que rien que les camions valent 800 000 euros.

### **Avec un patron pareil, qui organise son insolvabilité, multiplie les manœuvres**

## **Notre seule arme, c'est la lutte, c'est la grève !**

Aujourd'hui PSA menace de sanction 4 délégués CGT de Poissy (Hemery, Gadjos Mercier, Vilaca) et en assigne deux en justice (avec l'un d'entre nous). Mais la solidarité entre ouvriers n'est pas un crime, c'est un devoir au contraire et nous disons toute notre solidarité à ces délégués de Poissy menacés.

Il faut savoir aussi que la justice a repoussé au 12 février l'examen de la requête en urgence de PSA. C'est le signe qu'elle ne croit ni à la sincérité de PSA ni au sérieux de ses motifs.

**Une pétition de soutien à notre lutte circule dans l'usine, signez là massivement !**